LES ORIGINES
DU
BUREAU INTERNATIONAL
DE LA PAIX

Par FREDRIK BAJER

ÉDITÉ PAR
L'IMPRIMERIE W. WÄLCHLI, BERNE (Suisse)
1904
Table des matières.

Dédicace ............................................................... III
Préface ............................................................... V—VI

I. Congrès de Paris 1878. — Ch. Lemonnier s'oppose à la „fédération“; il veut un „Bureau“, mais le Congrès adopte la „fédération“ des sociétés de la paix ........................................ 1—3

II. Congrès de Bruxelles 1882. — H. Pratt propose, et le Congrès adopte encore une fois la „fédération“ ................................................................. 3

III. À Londres, juillet 1890. — Le 2me Congrès universel de la paix ne prend pas en considération la proposition de Fr. Bajer d'un Bureau international de la paix. — La 2me Conférence interparlementaire l'adopte le 23 juillet .... 3—5

IV. À Grenoble le 31 août 1890. — Ch. Lemonnier vient en aide à Fr. Bajer. — L'assemblée générale de la „Ligue“ nomme une Commission d'études ........................................... 5—9

V. Commission d'étude à Paris, novembre 1890 jusqu'en mai 1891 ................................................................. 9—17

VI. Conférence préparatoire à Milan les 30—31 mai 1891 .................................................................................. 17—19

VII. „Plan de guerre des amis de la paix“ .................................................. 19—22

VIII. À Rome! — Lettre de L. Ruchonnet 27 septembre 1891. — Entente de E. Ducommun et de Fr. Bajer le 25 octobre à Berne. — La 3me Conférence interparlementaire à Rome, les 3—7 novembre, ne veut pas de Bureau. — Le 3me Congrès universel à Rome décide le 13 novembre la création du Bureau international de la Paix. — Élection du Comité d'organisation le 16 novembre. — Joie et mort de Charles Lemonnier le 3 décembre .......... 22—27

Noms de personnes .................................................. 28—29
Préface.

„Les plus grands saints sont les saints ignorés“, a dit un auteur célèbre.

J'applique cette vérité à Miss P.-H. Peckover, à qui je me suis permis de dédier le présent écrit. Son nom ne se trouve qu'une seule fois dans le texte, mais si je voulais faire imprimer la correspondance échangée entre elle et moi, quand j'agitais pour la création du Bureau international de la Paix, on comprendrait quel grand rôle invisible elle a joué à cet égard. Ses conseils et son appui ont toujours été des plus précieux. L'opposition à la création du Bureau se manifestait surtout du côté anglais. Miss Peckover faisait de son mieux pour la vaincre, et à quelques rares exceptions elle a converti les opposants. Comme il serait impossible de mentionner ces faits dans le présent travail, j'ai résolu de le dédier à Miss Peckover. C'est la seule manière en laquelle je puisse exprimer ma profonde gratitude envers cette „fidèle et généreuse amie“ du Bureau qui est si cher à mon cœur.

* * *

Je dois encore expliquer pourquoi j'ai cru de mon devoir d'écrire cet opuscule.

Quand on sent approcher la fin de sa vie on se demande souvent: Qu'est-ce qu'il te reste encore à faire, si peu que ce soit, dans la mesure de tes aptitudes?

Après m'être posé cette question, je me suis répondu qu'il me restait encore à écrire l'histoire de la fondation du Bureau
international de la Paix. En qualité de président de la Commission de la Société du Bureau, je connais assez bien ses archives, qui contiennent des actes précieux de son histoire; mais il s'y trouve de regrettables lacunes touchant les origines du Bureau, c'est-à-dire le temps qui s'est écoulé avant le 1er décembre 1891, lorsque son infatigable secrétaire général, M. Elie Ducommun, commençait son organisation. Mes propres "archives" me permettent de remplir les plus essentielles de ces lacunes; j'ai cru de mon devoir de le faire autant que possible.

Afin de rendre mon travail aussi objectif que possible, je me suis nommé toujours à la troisième personne.

_Copenhagen N., août 1904._

Fredrik Bajer.
versal Peace Union, que j'ai l'honneur de représenter ici, et la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, dont je suis membre et président, il y a un écart de principe considérable : la seconde déclare que toutes les guerres défensives sont légitimes, et la première affirme, au contraire, que toute guerre, même défensive, est condamnable. Voilà certes deux propositions si différentes qu'elles sont contradictoires, et il y a d'autres points sur lesquels nous ne sommes pas en communion d'idées. Il ne nous paraît donc pas possible en ce moment, à nous, Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, de nous fédérer avec l'Universal Peace Union, avec laquelle cependant nous sommes dans les meilleurs termes, et que nous tenons pour une bonne et fidèle alliée... Je crois donc que, dans l'état actuel du parti politique de la paix, parti nouveau, parti naissant, il est impossible d'établir une fédération ; nous ne sommes pas assez mûrs. Ce qui semblerait possible, ce serait une sorte de Bureau, analogue au Bureau international pour les postes, par exemple, ou au comité qui s'occupe des moyens de combattre le phylloxera. Par ce moyen, les Sociétés pourraient se tenir réciproquement au courant de ce que ferait chacune d'elles, en gardant leur indépendance la plus absolue. L'orateur finit par décliner "l'honneur de faire partie de la Commission."

"Le mot importe peu" — répliqua le Président — "si vous ne voulez pas admettre le mot fédération, vous pourrez en proposer un autre analogue, et déjà vous nous avez parlé d'un Bureau international. Nous ne faisons ici rien de définitif. Je regretterais que vos lumières, votre franchise et votre loyauté manquassent à la Commission, et c'est pourquoi je vous prie d'accepter d'en faire partie ; vous y serez absolument libre."

Le Président fut appuyé par d'autres membres, et enfin M. Lemonnier déclara que "si, dans ces conditions, l'assemblée, qui est bien avertie, bien prévenue, persiste dans sa décision, je serai très honoré de faire partie de la Commission."

Le 1er octobre 1878, presque immédiatement avant la clôture du Congrès, on revint sur la question. Malgré les vives protestations de M. Lemonnier, qui s'opposa à ce que le Congrès votât "le principe de la Fédération universelle", on adopta la proposition suivante du marquis Pepoli :

"Le Congrès charge son bureau de nommer un Comité international permanent pour organiser la Fédération de toutes les Sociétés de la Paix et convoquer un nouveau Congrès l'année prochaine."

II.

Le Congrès suivant fut convoqué par l'Association internationale de l'arbitrage et de la paix de la Grande-Bretagne et de l'Irlande (International Arbitration and Peace Association), créée en 1880, surtout par l'initiative de l'infatigable M. Hodgson Pratt, et il eut lieu à Bruxelles du 17 au 20 octobre 1882. Le compte-rendu, sous le titre de "Procès verbal de la Conférence internationale" etc. fut publié par l'Association (Londres 1883).

Parmi les "questions soumises à l'examen des membres de la Conférence" se trouvait : "l'établissement d'Associations d'Arbitrage et de Paix dans toutes les nations", et "leur union en une Fédération Internationale d'Arbitrage et de Paix". Déjà le 17 octobre, la Conférence adopta, à l'unanimité, une proposition de M. Émile de Laveleye "d'établir dans tous les pays des associations pour former et organiser l'opinion publique en faveur d'une solution pacifique des différends internationaux", et immédiatement après on vota une autre proposition de M. Hodgson Pratt, qui concluait en recommandant "la constitution d'une fédération internationale des associations indiquées plus haut."

Il n'était plus question d'un Comité international permanent, et encore moins d'un Bureau international permanent de la Paix. Seulement, avant la clôture, on approuva l'établissement d'Associations nationales et, l'organisation, dans une même fédération internationale, de toutes les associations ainsi établies.

III.

L'idée de la création d'un Bureau international permanent de la Paix ne reparut pas aux Congrès ultérieurs de la paix avant celui de Londres, en 1890, où M. Frédéric Bajer, dé-

1) Au Congrès de Paris en 1878, M. Thiaudière n'a point émis l'idée d'un Bureau international de la Paix. C'est par un malentendu, reconnu par M. Thiaudière lui-même, qu'on l'a cru plus tard. Du reste, M. Thiaudière n'a pas besoin de ce mérite ; il en a assez d'autres.
puté danois — sans connaître ce qui s'était passé au Congrès de Paris 12 ans plus tôt — proposa qu'il fût établi un Bureau international permanent commun aux Congrès annuels de la paix et aux Conférences interparlementaires annuelles. A cette proposition était annexé un plan d'organisation provisoire du Bureau international de la Paix en 6 articles. Le premier portait : "Il sera établi à Berne, etc." 1)

Mais cette proposition ne fut pas même prise en considération par le Congrès de Londres, qui adopta, le 18 juillet, la résolution suivante :

"Que, plusieurs Sociétés pour la Paix ayant exprimé depuis quelque temps le désir de voir s'organiser entre elles une union ou fédération, et cette union étant à souhaiter pour favoriser un échange fréquent d'informations et de suggestions et pour aider à une action en commun en cas de besoin, le Congrès se prononce en faveur de cette proposition, et émet le vœu que les sociétés d'Europe et d'Amérique entrent en correspondance à ce sujet dans le but d'adopter des moyens pratiques d'action en commun."

Immédiatement après le Congrès se tint, aussi à Londres, la deuxième Conférence interparlementaire. M. Frédéric Bajer qui y prenait part, la saisit, le 23 juillet, de la proposition que le Congrès n'avait pas prise en considération, mais avec une autre rédaction à cause des circonstances. Ici la proposition fut adoptée sans opposition ; mais lorsque parut le compte-rendu "officiel" dans "The Arbitrator" 2), on lisait que "the spirit" seulement était "generally assented to, but no vote was taken, as it was considered advisable to postpone their consideration until the next Conference". Aussi, quoique la proposition fût formellement adoptée, et qu'elle contint expressément les mots "Bureau international", le compte-rendu disait qu'elle


voulait seulement "appoint a General Secretary to act as a medium of communication between the various nations and to assist in the organisation of the Annual Conference, whenever it may be held." 3)

IV.

Au "Congrès universel" et à la "Conférence interparlementaire" de 1890, la bataille était perdue. Il fallait se préparer à en gagner une autre en 1891, à l'occasion de la réunion de ces deux grandes assemblées internationales à Rome.

Sur ces entrefaites, Fr. Bajer fut secouru par Ch. Lemonnier, qui avait été le premier partisan de l'idée du "Bureau" plutôt que de celle de la "Fédération".

Le vénérable président de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, alors âgé de 84 ans, mais encore vigoureux de corps et d'esprit, fut empêché, pour suite d'une indisposition, de prendre part à l'assemblée générale de la Ligue, qui se tint à Grenoble le 31 août 1890.

M. Elie Incommun, élu président à l'unanimité en l'absence de Ch. Lemonnier, dit, en déclarant ouverte la séance de l'après-midi 1) :

"L'ordre du jour appelle une question d'une très grande importance.

"Notre collègue Bajer 2) a proposé l'établissement, dans une ville centrale, d'un Secrétariat général de la paix qui se transporterait chaque année dans la ville où la Conférence interparlementaire tiendrait session, et qui pourrait entre les sessions servir de Bureau international, à la fois aux Sociétés de la paix et aux Comités nationaux parlementaires" 3), dont la Conférence a voté la création. Cette proposition n'a pu être soumise utilement au Congrès universel de la paix, et la Conférence interparlementaire, qui en a formellement approuvé le principe, en a renvoyé l'examen à sa prochaine session. L'idée de notre collègue Bajer nous paraît excellente, et nous vous proposons de l'appuyer ; mais cette création entraînera des dépenses con-

1) Ce qui suit est extrait du "Bulletin officiel" de la "Ligue" (Genève et Paris 1890, p. 43—53).

2) Membre du Comité Central de la Ligue depuis 1884.

3) Plus tard appelés : Groupes interparlementaires.
siderables, et sans ouvrir nous-mêmes une souscription, qui doit être internationale, nous vous proposons d'inviter la Ligue à y prendre part en proportion de ses ressources.

"Tel est le Rapport verbal que le Comité Central m'a chargé de faire en son nom et voici un projet de Résolution dans ce sens, envoyé par M. Ch. Lemonnier:

"Le Congrès:

"Considérant que la Conférence interparlementaire assemblée à Londres les 22 et 23 juillet 1890 a donné son approbation à l'idée formulée par M. Fréd. Bajer de l'établissement dans une ville centrale d'un Secrétariat général de la paix qui, quelque temps avant l'ouverture de la session annuelle de la Conférence, se transporterait dans la ville où devrait se tenir cette session pour y assister le Comité d'organisation, et qui entre les sessions de la Conférence servirait de Bureau international à la fois aux Sociétés de la paix et aux Comités nationaux parlementaires;

"Appuie de tous ses vœux la mise à exécution de cette proposition, et déclare que si une souscription internationale est ouverte à cette fin, il invite la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté à y prendre part."

La discussion fut ouverte sur cette proposition.

M. Angelo Umliti (Neuchâtel) demande que la Ligue "ne se borne pas à émettre un vœu, mais qu'elle prenne immédiatement l'initiative de la création et de l'organisation d'un Bureau international de la paix".

Mme Julie Toussaint (Paris) est d'avis que "nous ne devons pas organiser seuls une chose qui doit être faite de concert" avec d'autres.

M. Emile Arnaud (Lazarches) lit — sur l'invitation du Président — quelques passages d'une lettre écrite par M. Bajer à M. Lemonnier 1):

1) Le 19 août 1890, Fr. Bajer a écrit la dernière lettre avant l'assemblée de Grenoble à Ch. Lemonnier. En travaillant à la création d'un Bureau international de la Paix, Fréd. Bajer entretinait une grande correspondance. Dans le courant des années 1890 et 1891 il expédia 3518 lettres, cartes postales, brochures, etc. sans autre secrétaire que Mme Matilde Bajer, son épouse.

... C'est une erreur, écrit M. Bajer, de croire que la mise à exécution de ma proposition demande d'abord beaucoup d'argent. Il s'agit seulement de créer un point de ralliement. Trois mille francs suffiraient pour fonder à Berne, à Lausanne, à Genève ou ailleurs, un Bureau international de la paix. Voici ce qui me paraît très faisable. Ainsi, on serait alors en état d'offrir aux membres du Congrès universel de la paix et de la Conférence interparlementaire comme premiers fruits du Bureau international de la paix:

1° Un Catalogue de la bibliothèque de la paix pour 1891, etc.

2° Une Liste des Associations actuelles de la paix avec les adresses exactes de leurs comités. ...

"Ces deux moyens de propagande seraient d'une plus grande importance qu'on ne se l'imagine. "Apprenez à vous connaître vous-même." Cette ancienne maxime grecque s'applique aux Sociétés aussi bien qu'aux individus. ..."

"Quelques jours après la clôture de la Conférence, le Bureau devrait... classer et faire imprimer les Résolutions du Congrès et de la Conférence 1), et les envoyer à toutes les Associations de la paix et à tous les membres du Congrès et de la Conférence. Deux semaines suffiraient sans doute.

"Peut-être le Congrès aurait-il donné au Bureau quelque mission spéciale. Je suppose, par exemple...

"Je pourrais énumérer une foule d'autres questions dont la solution serait encore plus utile, et qu'il serait presque impossible de résoudre sans l'intermédiaire d'un Bureau international de la paix. Mais je laisse à chaque ami de la paix le soin de compléter l'idée.

"Sans argent on ne peut rien faire. C'est vrai; mais ce n'est que le premier pas qui coûte. Peu à peu on pourra élargir l'action du Bureau. Il faut commencer le plus tôt possible.

"Dans notre petit Danemark (avec 2 millions d'habitants) le parti militariste a fourni, en offrandes volontaires, à peu

à Londres par la Conférence interparlementaire et qu'il y a seulement dans l'Arbitrator une différence de rédaction. Il appuie l'amendement Arnaud.\footnote{1}

M. Julie Toussaint, MM. E. Darby et Marsauche se rallient à la proposition faite par le Président.

M. le Président demande si M. Umilità s'y rallie aussi. M. Umilità répond affirmativement.

La Résolution, complétée par l'amendement Arnaud, est mise aux voix et votée à l'unanimité.

V.

Le 15 octobre 1890 en conséquence de la résolution du 31 août à Grenoble, M. Ch. Lemonnier, président de la Ligue, invita les Sociétés de la paix à se faire représenter dans une Commission chargée d'élaborer un projet d'organisation d'un Bureau international permanent de la paix. Huit Sociétés se firent représenter d'abord\footnote{1), puis une neuvième.

La première réunion de la Commission eut lieu le 26 novembre 1890 chez M. Ch. Lemonnier (1bis, rue de Chaillot) à Paris. MM. Fr. Passy, Travière, Thiaudière, Arnaud, etc. étaient présents. À l'unanimité, la réunion prit les deux décisions suivantes:

\"On enverra une lettre à tous les Comités nationaux de la Conférence parlementaire, pour les inviter à prendre part, avec les représentants des Sociétés de la paix, à l'étude du projet de Bureau international de la paix.\"

\"L'Assemblée a été d'avis que les signatures seront données pour l'envoi de ces lettres par toutes les sociétés représentées. La circulaire sera communiquée aux présidents de ces sociétés, qui feront connaître les noms des personnes qui signeront pour chacune de ces sociétés.\"

M. Arnaud se chargea d'envoyer les huit circulaires pour les faire signer par les présidents des sociétés.
Les lettres aux présidents et membres des Comités de la Conférence interparlementaire furent expédiées de Paris le 31 décembre 1890. Elles portaient les signatures suivantes :

Pour "l'Association pour la Neutralisation du Danemark" :
Frédéric Bajer, Président.
Représenté à la Commission de Paris par Mlle Marie Taxil.

Pour "l'International Arbitration and Peace Association" :
Hodgson Pratt, Président du Comité.

Pour la "Ligue internationale de la Paix et de la Liberté" :
Ch. Lemonnier, Président.

Pour la "Société française d'Arbitrage entre Nations" :
Frédéric Passy, Président.

Pour la "Società Internazionale per la Pace (Unione Lombarda)" :
Francesco Viganò, Président,
E. Teodore Moneta.

Pour la "Société de Paix et d'Arbitrage international du Familistère de Guise" :
Bernardot, Président.
Représenté à la Commission de Paris par Ch. Lemonnier.

Pour l'"Universal Peace Union" :
Alfred H. Love, Président.

Après s'être réunie chez M. Ch. Lemonnier le 6 février, la Commission d'étude 1) adressa aux diverses Sociétés de la paix et aux Comités interparlementaires un Questionnaire ainsi conçu :

1. Doit-il être créé un office ou bureau central de communications entre le Congrès universel de la Paix, les Comités parlementaires, les Sociétés de la Paix et la Conférence interparlementaire ?


3. Quelles doivent être ses fonctions? Doit-il recevoir, recueillir, cataloguer, conserver toutes les publications concernant la Paix? brochures, livres, pamphlets, simples feuilles, faites en tous pays et en toutes langues par la Conférence interparlementaire, par le Congrès universel de la Paix, par les Comités nationaux parlementaires, par les Sociétés de la Paix?

4. Doit-il tenir et mettre à la disposition de ces quatre groupes sans déplacement les publications recueillies, avec déplacement les doubles de ces publications ?

5. Doit-on trouver dans cette bibliothèque un relevé des lettres reçues de chaque contrée et de chaque société avec indication des réponses faites ?

6. Le Bureau doit-il transmettre en tout temps à la Conférence interparlementaire, au Congrès universel de la Paix, aux Comités nationaux parlementaires, aux Sociétés de la Paix, tous les renseignements demandés par eux conformément aux règlements ?

7. Le Bureau publiera-t-il périodiquement un sommaire des affaires expédiées par lui ?

8. Le secrétaire ou chef de ce Bureau devra-t-il s'établir avec le personnel et les documents nécessaires dans la ville où se tiendra la Conférence et le Congrès au moins six semaines à l'avance afin d'aider le Comité local ?

9. Le secrétaire ou chef du Bureau sera-t-il élu chaque année par la Conférence et par le Congrès ?

10. Sera-t-il contrôlé (dirigé) par un Comité? Comment ce Comité sera-t-il nommé ?

11. Quel serait le traitement du secrétaire et celui des autres employés? qui en ferait les frais ?

12. Dans quelles proportions les Sociétés de la Paix et les Comités nationaux parlementaires contribueraient-ils aux frais du Bureau ?

13. L'administration du Bureau, la nomination, la surveillance du personnel, la gestion financière, ne devraient-elles pas être confiées au Conseil d'une société civile par actions, créée conformément aux lois du pays dans lequel serait établi l'office ?

14. Cette Société ne devrait-elle pas être fondée au capital de... au moyen d'une souscription internationale ouverte par la Conférence interparlementaire et par le Congrès universel de la Paix? Si oui, quelle serait la quotité des actions?

---

1) Voir Les Etats-Unis d'Europe du 7 mars 1891, p. 2.
Les motifs à l’appui de ce Questionnaire se trouvent dans une "Note" qui l’accompagnait. En voici la teneur :

"Depuis longtemps les Membres principaux des diverses Sociétés de la Paix sentent qu’il n’existe pas entre ces Sociétés une union aussi grande que le demanderait l’œuvre commune, et que chacune aurait besoin d’être informée par les autres des incidents concernant cette œuvre, qui surviennent dans les différents pays. En cherchant les moyens de répondre à ce besoin, on trouve que des relations plus intimes seraient tout à fait désirables, de manière à ce que l’expérience spéciale et les projets de chaque Société puissent être communiqués aux autres, ce qui amènerait la communauté d’action quand elle est possible. Maintenant qu’on a fait le grand progrès de tenir tous les ans un Congrès universel, il devient encore plus désiré que l’échange des vues et des suggestions soit rendu plus aisé par quelque organisation centrale.

"Un autre grand progrès, la formation d’une Conférence internationale à laquelle sont invités les Membres de tous les Parlements, rend nécessaire au succès du Congrès et de la Conférence qu’ils soient tous deux placés dans une relation efficace et permanente.

"C’est le motif qui a déterminé M. Frédéric Bajer à soulever la question en juillet dernier, pendant la dernière séance de la Conférence interparlementaire de Londres. Le temps manquait pour étudier sa proposition et il fut décidé qu’elle serait reprise à Rome devant la prochaine Conférence interparlementaire.

"M. Bajer, cependant, pense que ce serait un grand progrès que quelque projet soigneusement préparé précédât cette Conférence. Les Députés pourraient trouver ainsi quelques éléments bien définis au lieu d’être obligés de commencer à la hâte l’élaboration d’un plan improvisé.

"Dans une réunion préliminaire, composée des Représentants de neuf Sociétés de la Paix", sur la proposition de M.

1) L’Association des jeunes Amis de la Paix, Nimes", s’est jointe aux huit premières sociétés. D’après une lettre du 28 février, de Mlle Taxil à M. Fr. Bajer, M. Dumas-Faucher, président, représentait cette Société dans la Commission, "La Société de la Paix perpétuelle par la justice internationale" (Paris) s’était jointe déjà à celles qui sont nommées page 10.

Charles Lemonnier, il a été décidé d’inviter les divers Comités parlementaires à nommer des Délégués qui se joindraient à ceux des Sociétés de la Paix, pour élaborer un projet destiné à être ensuite présenté à la Conférence et au Congrès. Si les Comités interparlementaires donnent leur adhésion, la Commission peut s’assembler prochainement, et il y aurait un grand avantage pour le succès de la réunion à ce que des communications écrites contenant les idées et les opinions de chacun sur la meilleure voie à suivre pour arriver au but que l’on a en vue, soient adressées à cette réunion. On a pensé que, pour faciliter ces suggestions, quelques indications pourraient être nécessaires et le questionnaire ci-joint sera peut-être trouvé de quelque utilité."

En envoyant le Questionnaire et la Note aux Comités de la Conférence interparlementaire, la Commission leur dit :

"Nous serions heureux de recevoir vos réponses et vos observations ; elles nous paraissent des éléments indispensables à l’élaboration de l’une des questions les plus importantes que la Conférence interparlementaire et le Congrès universel de 1891 soient appelés à traiter."

Cette adresse est signée :

**Pour la Commission** :

Le Secrétaire : Le Président :

_E. Arnaud._ _Ch. Lemonnier._

Relativement aux réponses à ces deux circulaires, on sait qu’avant la fin du mois de février trois Comités nationaux interparlementaires avaient déjà répondu, savoir :

"1° le Comité français, président M. Fr. Passy ; 2° le Comité danois, président M. Frédéric Bajer, composé de M. Fr. Bajer, de MM. Herman Bing, député, Octavius Hansen, Chr. Nielsen, sénateurs. Le Comité 4° — continue Mlle M. Taxil dans une lettre de laquelle nous extrayons ces renseignements — "a délégué M. Passy, qui a consenti à le représenter dans la réunion du Comité d’études. 3° le Comité suisse, composé déjà de 27 membres : M. Jolissaint écrit au nom de ses collègues que nous approuvons la création d’un Bureau international de la Paix, mais qu’ils n’ont pas encore choisi de délégué."
Voici un petit extrait d'une lettre du 16 mars 1890, adressée à Fr. Bajer par Mme Griess-Traut 1) de Paris :

"Les résolutions pour la constitution du bureau central, quoique unanimes à peu près pour le fond, sont encore loin d'être d'accord sur les détails... M. Lemonnier est la cheville ouvrière de l'œuvre; il en comprend les exigences et veut faire les choses largement... Il veut de plus concilier toutes les forces du parti de la paix, dans lequel il se trouve des rivalités à ménager. Bref, cher ami, on arrivera, mais pas vite — vous êtes un des plus vaillants sur la brèche — votre nom, associé à de bonnes propositions, est très connu, et quand le moment sera arrivé, vous serez indiqué... En attendant, l'idée marche et le projet s'élabora un peu partout. Je crois que le Congrès de Rome y apportera un appoint sérieux de vues et de résolutions. Il serait bien que vous pussiez y aller..." 2)

Dans une carte postale du 24 mars, M. Ch. Lemonnier annonce à Fr. Bajer qu'une séance de la Commission a été tenue le 20 mars, et il attire son attention sur le compte-rendu de cette séance, qui semble avoir été importante 3).

Pour faire voir comment l'idée du Bureau international se répand partout, mais n'est pas toujours parfaitement comprise, voici l'extrait d'une lettre écrite le 11 avril 1891 par une amie allemande de la paix avec beaucoup de connaissances et de relations anglaises: "Soeben schickte ich Les Etats-Unis und die Zeitung aus Clermont an Dr. Th. Barth und schrieb ihm, dass Sie wünschten, Ihr Vorschlag möge bekannt werden. Die Zeitung aus Clermont enthält Fragen und Antwort über ein


La Commission d'étude avait fixé le 15 mai pour la date à laquelle les réponses devaient lui être envoyées.

Le 12 mai, Ch. Lemonnier écrit à Fr. Bajer: "Je n'ai reçu d'autre réponse que trois lignes de Bonghi..." que la création d'un bureau peut être très utile. Comme les questions que soulève l'organisation doivent être discutées par le Congrès universel de Rome et par la Conférence interparlementaire, dans quelques jours le dépouillement du dossier va commencer, je l'espère."

Le sens de cette carte postale est un peu louche, et l'on ne sait ce qu'est devenu le dossier de la Commission.

Le 13 novembre 1891, au Congrès de Rome, M. Elie Ducommun dit: "Malheureusement on a égaré le dossier transmis au Bureau du présent Congrès ou de la Conférence interparlementaire à Rome. On pourra voir quand il aura été retrouvé, combien a été sérieuse l'œuvre du Comité préconsultatif..."

Dans "Les Etats-Unis d'Europe" du 7 novembre 1891 (p. 3) il est dit que la Commission d'étude (de Paris) a depuis un mois envoyé le dossier complet de cette étude à M. Tses, secrétaire du Comité d'organisation du Congrès universel de la Paix à Rome, — que le dossier se composait

1) Fondateur de plusieurs sociétés de la paix en Allemagne depuis 1886, plus tard jusqu'à sa mort en 1897 partisan zélé du Bureau et membre de la Commission de celui-ci.

2) Ancien ministre italien, puis président du Congrès universel de la Paix à Rome au mois de novembre 1891.

3) "Troisième Congrès international de la Paix" (Rome 1892), p. 114.
de la liste des 9 sociétés représentées dans la Commission, d’une autre liste des 19 sociétés qui avaient répondu au Questionnaire, et d’une troisième des 3 Comités parlementaires qui avaient répondu, des réponses faites par les sociétés, par les comités interparlementaires et par des individus. Enfin, le dossier contenait un rapport du Président de la Commission, et comme annexes : circulaire, note, questionnaire, cinq brochures : Plan de guerre des amis de la paix.

Actuellement, on lira encore, avec intérêt, immédiatement après ce renseignement dans „Les États-Unis d’Europe“ :

„Réponse brève aux objections faites par „La Peace Society“ contre la création d’un Bureau international de la paix.

„Il n’est pas exact que le Bureau qu’il s’agit de créer doive représenter entre leurs sessions la Conférence interparlementaire et le Congrès universel de la paix ; la fonction de ce Bureau n’est point de représenter, mais de faire un service d’intermédiaire.

„Le projet Bajer le dit expressément, ce bureau doit être un simple annexe, il doit servir d’intermédiaire aux Comités parlementaires d’une part, de l’autre aux Sociétés de la Paix“.

„Le préface qui précède le Plan de guerre des Amis de la paix précise la nature des fonctions du Bureau : il classe des archives, il forme et conserve une bibliothèque, il dresse des statistiques, il tient une correspondance.

„Ce bureau est un Office, ni plus ni moins, une Agence au service des Congrès et des Sociétés de la paix, de la Conférence interparlementaire et des Comités internationaux parlementaires qui forment la Conférence ; il n’est pas une Direction.

„Reste la question financière.

„Les études faites évaluent à 7 ou 8000 francs la dépense à faire annuellement pendant les premières années et pour éviter tout mécompte, la prudence commande de ne mettre le bureau en fonctions que lorsqu’un fonds de 25 à 30,000 francs assurera pour trois ans son existence.

„Qui fournira et entretiendra ce fonds?

„Naturellement, nous le supposons, une souscription universelle internationale ouverte par les Sociétés de la paix, par les Comités interparlementaires, par le Congrès, par la Conférence, par tout ami de la paix.

„Mais enfin, et avant tout, la souscription sera-t-elle ouverte, et la somme nécessaire dont il est parlé plus haut, si modeste qu’elle soit, sera-t-elle fournie ? Telle est la question.

„La Conférence et le Congrès qui vont s’ouvrir y répondront ; mais quelle que soit la réponse, dont nous ne saurions douter, l’homme généreux, enthousiaste et dévoué qui l’a bravement posée mérite les applaudissements, les félicitations et la reconnaissance de tous les Amis et de toutes les Amies de la paix."[14]

Ayant relu ce qui précède dans „Les États-Unis d’Europe“, l’auteur de ce traité s’adressa le 3 mai 1904 à M. Teso, avocat à Rome, qui répondit le 8 mai :

Je me souviens que le rapport sur les résultats des travaux de la Commission de Paris qui avait étudié la création du Bureau international de la Paix a été égaré. Ce rapport, je ne l’ai jamais reçu, et je puis l’affirmer en toute assurance, ayant l’habitude de garder tous mes papiers en ordre. Il ajoute : „J’en ai parlé à M. Pandolfi“ (président du comité local qui organisait la Conférence interparlementaire, tenue à Rome le 3 au 7 novembre 1891, immédiatement avant le Congrès universel de la Paix), „et il m’a assuré n’avoir jamais vu ce dossier."

VI.

Les 30 et 31 mai 1901 se tenait à Milan une Conférence des sociétés italiennes de la paix „preparatoria al Congresso Internazionale di Roma 1891“. Au programme de cette Conférence se trouvait naturellement aussi : „Proposta Bajer e questionario Lennènnier a proposito di un Segretariato generale permanente della Società della pace e dei Comitati parlamentari."

Il va sans dire que MM. Ch. Lennennier et Fr. Bajer avaient envoyé des mémoires ; celui-ci avait aussi télégraphié : „Auguro che Milano inspiri Roma e il mondo accetti“. M. Avg. Desmoulins, au nom de la Société de la paix à Bergerac (Dor-
dogne), dont il était le président, recommanda la proposition dans une lettre du 28 mai. 1)

M. Angelo Massoleni, député italien, s'était chargé d'être rapporteur. Il semble avoir eu à sa disposition le dossier de la Commission d'étude de Paris; car — dit le compte-rendu — „riassume e compendia le risposte date sul questionario da diverse Società segnatamente dell'Unione Lombarda, della Sessione Svizzera et della Société di Danimarca, riferendo anche taluni emendamenti proposti dallo stesso Bajer a complemento del suo progetto“ Il finit par proposer une résolution trop longue peut-être, mais très favorable.

M. Arnaudon demande à lire une lettre de M. Bajer; mais l'heure est trop avancée.

Le président, M. Maffi, promet que la teneur de la lettre sera prise en considération, et la résolution Massoleni est adoptée à l'unanimité.

Néanmoins, le lendemain (31 mai) on revient sur cette question.

M. Vincenzo Caressa (Aquila) est d'avis que „il disegno dell'onorevole Bajer sia troppo determinato, e che tenda alla creazione di un vero ministero“ Il faut restreindre aux buts suivants les attributions du Bureau proposé:

a) di rendere esecutiva le deliberazioni presa dai respettivi consensi;

b) di dare informazioni e suggerimenti che riflettano lo scopo, che le Società della pace e la Conferenza interparlamentare si prefiggono di raggiungere;

c) di preparare il lavoro per le future riunioni.

M. Massoleni s'oppose à ce qu'on reprenne la discussion, une résolution ayant été prise hier.

M. Caressa retire sa proposition, mais M. Moneta propose qu'elle soit reproduite dans le procès-verbal, parce qu'elle „puo servire ad illuminare la discussione nel prossimo Congresso“. Le président, M. Mussi, met aux voix la proposition Moneta, qui est approuvée.


Le compte-rendu de cette Conférence de Milan ne contient que 74 pages. Aux 12 dernières on lit l'excellente traduction, faite par M. Fr. Siccardi, d'un mémoire: „Piano di guerra degli Amici della pace dell’ on. Federico Bajer, membro del Parla-
mento danese“.

Nous reviendrons sur la genèse de ce mémoire.

VII.

Le Comité central de l’Association de la paix de Danemark avait, dans sa réunion du 14 mai 1891, autorisé son président, M. Fr. Bajer, à publier une très petite brochure de propagande en faveur de l'idée du Bureau international. Le titre danois fut: „Fredensværnernes Krigsplan“ M. N. C. Fré-
deriksen, ancien député danois, alors à Paris, où il avait fait la connaissance de M. Ch. Lemonnier, de M. Fr. Passy et de plusieurs autres amis de la paix, traduisit la brochure en françai-
s: „Plan de guerre des amis de la paix“ „Tactics of the friends of peace“ fut le titre anglais; Miss P. H. Peckover en fit une excellente traduction. Mais, c'est sans doute le manuscrit de la traduction française qui fut envoyé à M. Siccardi, qui la traduisit de suite en italien. Ces brochures, en quatre langues, furent réparties parmi les amis de la paix jusqu'à la date où la „Conférence“ et le „Congrès“ eurent lieu à Rome, dans le courant de novembre.

La traduction française contient une préface de Charles Lemonnier:

„... Les Sociétés de la Paix, le Congrès universel de la Paix, les Comités nationaux interparlamentaires, la Conférence interparlamentaire sont incontestablement les parties éparses d'un tout qu'on peut appeler tout simplement l'Oeuvre de la pacification universelle ... Pour avoir leur plein essor, pour fonctionner librement et d'accord, sans se heurter, sans fausse manœuvre, sans embarras, sans jamais s'enchevêtre ni s'em-
broiller, les parties de ce tout ont besoin, vous le dites ad-
mirablement, d'un anneau qui les rapproche, les rassure, les
unisse. Secrétariat ou Bureau, quel que nom qu'on veuille lui donner, l'Office dont vous proposez la création doit être cet anneau: rien de plus, rien de moins à mon avis; ni direction ni gouvernement, mais un intermédiaire tout simplement ... Je tiens pour tellement nécessaire la fonction de cet instrument
de la paix, que je ne doute point que tôt ou tard il ne soit créé. Le plus tôt sera le mieux; mais ne nous pressions point et commençons sur une petite échelle d’abord, pourvu que le plan soit bien conçu dès l’origine, qu’il puisse se développer, sans cesser d’être le même. La mise en fonctions de ce Bureau sera certainement l’un des actes les plus marqués de la politique pacifistre. Ce jour là, les Amis de la Paix seront passés définitivement de l’utopie à la réalité."

La brochure est minime. Elle n’a que 13 petites pages. Comme elle est devenue rare, nous en donnerons ici quelques extraits.

Le langage de cette brochure est presque militaire. La règle du grand tacticien, le général Molke: "Séparés pour la marche, unis pour l’attaque", devrait être appliquée à la tactique des divisions de l’armée pacifique du monde entier. Voilà pourquoi l’auteur s’oppose à l’idée de la fédération des sociétés de la paix qui avait été proposée et acceptée, mais avait échoué à plusieurs reprises.

"L’anneau de jonction dont on a besoin, est un Bureau de la paix international et permanent" — "jamais supérieur, mais simple moyen de communication" (p. 5).

"Le Congrès et la Conférence doivent avoir l’autorité suprême. Le Bureau ne sera que le délégué de cette autorité auprès des Comités et des Sociétés; il agira comme agit l’aide-de-camp qui porte les ordres du général aux chefs des divisions" (p. 6). "Sans lui, l’unité d’attaque est impossible." Mais entre les jours de bataille — qui sont rares — le Bureau "aura affaire à ces inombrables détails dont la main de l’artiste compose la richesse de l’ensemble."

Aimez donc ces détails — ils ne sont pas sans gloire — Ce sont les premiers pas menant à la victoire, disait le grand général Frédéric II. "... Le Bureau sera le quartier-général de l’armée de la paix; c’est là que sera l’état-major. Mais le général ne sera élu, suivant l’usage en Suisse, au congrès préparatoire à Milan, on avait encore si peu compris le fond de l’idée du "Bureau" qu’on accepta, plus tard, l’idée de fédérer les sociétés de la paix. Au Congrès international de Paris en 1900 on fit le dernier essai dans ce sens — toujours en vain. Voir du reste, à ce sujet, le "Plan de guerre", p. 3, (c’est toujours l’édition française qui est citée ici)."

"Il aura besoin de l’appui d’un état-major organisé, instruit et préparé par des travaux théoriques et pratiques. Et si nous ne sommes pas victorieux, le Bureau sera le Réduit dans lequel se prépareront les attaques nouvelles. — Le Bureau donnera au mouvement pacificateur un appui, une solidité, une régularité qu’il n’a pu avoir encore. Sa fonction, dans le grand corps pacifique, sera celui du cœur dans le corps humain. De tous les organes, le sang revient au cœur pour retourner, une fois renouvelé, dans toutes les parties du corps, auxquelles il donne une force nouvelle" (p. 6–8). Mais la "question de l’argent". "Pour faire la guerre... il faut ces trois choses: De l’argent, de l’argent et de l’argent (Montecuculli) ... il en est de même pour faire la guerre à la guerre, avec cette différence que pour constituer l’état pacifique il ne faut qu’une très petite partie des sommes nécessaires à la guerre, et que les milliers de francs consacrés à fonder l’état de paix doivent épargner les milliards de francs qu’on jette maintenant dans le gouffre de la guerre et de la paix armée" (p. 9). "Il sera reconnu que la cause de la paix est une affaire d’État, plus digne d’être soutenue de manière permanente par les Gouvernements que la flotte et que l’armée" (p. 10). "Tous les États civilisés doivent contribuer à soutenir le Bureau comme sont déjà soutenus beaucoup d’autres Bureaux internationaux à Berne ... C’est une question de temps; la pacification aura son jour et deviendra une question d’État pour le monde civilisé tout entier. La Norvège a commencé; le Storthing a voté, en 1890, les frais de voyage de ses délégués à la Conférence de Londres ... Le Congrès universel de la Paix et la Conférence interparlementaire doivent donc travailler d’accord pour former une organisation permanente avec des représentants officiels. Ce sera: Le Bureau international des États pour la Paix. Ainsi se formera avec le temps un Parlement international pour la Paix ... par des agrégations successives, parcelles à celles que bâtissent les coraux au fond des mers, une base solide sur laquelle nous verrons, dans un avenir que rapprochent nos espérances, s’élèvera Le Tribunal de l’Arbitrage international" (p. 11–12). "Nous connaissons les méthodes qu’il faut suivre pour arriver au but: Marchons séparément. Pour avancer sans perte, de position en position, il ne faut pas commencer l’attaque avant d’avoir tout bien préparé, il faut..."
VIII.

L'époque de la réunion de la „Conférence“ et du „Congrès“ à Rome approchait. Mr. Frédéric Bajer voulait y proposer „Berne“ comme siège du Bureau international, mais il n'avait pas encore demandé aux autorités fédérales suisses si cela leur convenait. Pour réparer cette omission, il écrivit une lettre à M. Louis Ruchonnet, conseiller fédéral, qu'il connaissait personnelle depuis le Congrès de la paix à Berne en 1884, et qui était son collègue au Comité central de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté.

M. L. Ruchonnet lui répondit le 27 septembre 1891 : „Selon ce que vous me dites, j'aurai le plaisir de vous voir à Berne entre le 26 et le 29 octobre“ (ce fut plus tôt). „Je me ferais un plaisir de vous mettre en relations avec quelques-uns de nos députés, qui se proposent d'aller à la Conférence de Rome. Je vous mettrai en relations aussi avec M. Elie Ducommun, qui est l'âme du mouvement en Suisse. Nous nous sommes entretenus déjà, lui et moi, du projet de créer un secrétariat permanent de la paix. Si une institution de ce genre devait être établie à Berne, nul mieux que M. Ducommun ne pourrait en prendre la direction."


C'était une raison de plus pour M. Fr. Bajer d'accélérer son voyage via Berne à Rome. Il voulait consulter M. E. Ducommun — peut-être même s'entendre avec lui sur la tactique à suivre au Congrès pour y assurer un succès dans la mesure du possible.

Le 25 octobre 1891, à cinq heures et demie après midi, M. E. Ducommun trouva M. Fr. Bajer seul dans sa chambre (n° 34) à l'Hôtel du Jura à Berne. Ils eurent là un entretien d'une heure et demie au moins. M. Ducommun se chargea d'être le rapporteur sur la question du Bureau au Congrès de Rome et ils se mirent d'accord pour ne proposer au Congrès qu'une très courte résolution, une résolution détaillée pouvant provoquer des discussions inutiles. On proposerait, d'ailleurs, la nomination immédiate d'un comité restreint autorisé à mettre en œuvre de suite l'organisation du Bureau.

* * *

Dans la Conférence interparlementaire à Rome, M. Fréd. Bajer avait même d'avoir la parole entrepris la campagne en faveur du Bureau futur, qui devait être commun à la „Conférence“ et au „Congrès“; mais, malgré la résolution prise par la Conférence de Londres, celle de Rome ne voulait pas entrer dans une sorte de communauté avec d'autres organes du mouvement pacifique. Tout semblait être décidé d'avance dans la coulisse. Pas de trace du dossier de la Commission d'étude de Paris! La Conférence, ouverte le 3 novembre, fut close le 7, après avoir institué son propre bureau comme comité parlementaire international et avoir nommé M. le marquis B. Pandolfi secrétaire général.

* * *

Le Congrès universel de la paix fut ouvert le 11 et clos le 16 novembre.

La séance de l'après-midi du vendredi 13 novembre approchait de sa fin. À droite de M. Ruggero Bonghi, président, était assis M. Fr. Bajer en qualité de vice-président. Évidemment, il commençait à devenir nerveux. Il craignait que la question de la création du Bureau ne chappât aussi au Congrès. La discussion sur un thème assez compliqué — la paix dans ses rapports avec les questions économiques et sociales — traînait en longueur. A peine les conclusions approuvées, à ce moment, M. Fr. Bajer, prie le Président d'ouvrir la discussion sur la question du Bureau. M. Bonghi consent; mais, en même temps M. Mazzoleni, bien loin de la tribune, demande qu'on continue la discussion, interrompt d'abord, sur les „réformes pédagogiques“. M. Fr. Bajer court à son ami Mazzoleni, le prie instamment de retirer sa demande : „si non, lui dit-il, nous risquons que le temps ne permette pas d'élire un comité d'organisation du Bureau international avant la clôture du Congrès. M. Mazzoleni retire sa demande.
Le Président annonce qu'en attendant que "les amendements sur le premier thème" soient mis en ordre pour les conclusions, il va mettre en discussion le thème troisième, ainsi formulé " Création d'un Bureau international de la Paix".

Il donne la parole au rapporteur, M. Elie Ducommun, qui vient de rentrer dans la salle à la suite d'une séance de Commission.

"M. Ducommun (rapporteur) constate que la discussion sur la création d'un Bureau international permanent de la Paix fait sortir le Congrès du domaine des abstractions pour l'introduire dans celui de la pratique administrative" 1) ... "Pour le moment nous pouvons nous borner à prendre une décision générale, à nommer une Commission pour l'organisation provisoire du Bureau projeté, ... A cette Commission seraient envoyés les rédacteurs de MM. Bajer, Mazzoleni, La Fontaine et Pratt, qui diffèrent sur les détails d'application, mais concluent toutes à la création immédiate d'un Bureau appelé à servir d'office de renseignements et de trait d'union entre les Sociétés de la Paix, ainsi qu'entre les amis de la paix en général." L'orateur explique d'une manière claire et concise les attributions futures du Bureau proposé, et finit par recommander, au nom du Bureau du Congrès, la résolution suivante (à peu près le texte esquisse le 25 octobre à l'Hôtel du Jura à Berne):

"Le Congrès décide qu'il sera établi à Berne un Bureau international permanent de la Paix, pour servir de trait d'union entre les Sociétés de la Paix et entre les amis de la paix en général.

Ce Bureau devra, en particulier, aider les Comités locaux dans l'organisation des Congrès.

Une Commission de cinq membres, élue par le Congrès, sera chargée de l'organisation provisoire du Bureau international, ainsi que de la direction à donner à ses travaux. Elle fera un rapport dans le prochain Congrès sur les résultats obtenus par le Bureau et présentera des propositions touchant l'organisation définitive de ce dernier.

"Une souscription internationale sera ouverte pour couvrir les frais d'établissement et de fonctionnement du Bureau". (Vifs applaudissements.)

1) Les citations d'après le compte-rendu officiel de ce Congrès (Rome 1892), p. 114—118 sont mises entre guillemets.

"M. Darby, au nom de la "Peace Society" de Londres, qu'il représente, et qui est la plus ancienne du monde, déclare n'avoir pas de mandat pour accepter la cotisation volontaire de toutes les Sociétés de la Paix, proposée par le rapporteur." 1)

M. Lorini propose un amendement.

"M. Arnaud fait l'historique des travaux de la Commission d'organisation du Bureau international de la Paix, laquelle s'est réunie à Paris sous la présidence de M. Charles Lemonnier. Il explique que les conclusions de cette Commission sont conformes à celles de M. Ducommun, rapporteur, et recommande chaudement leur vote au nom de Charles Lemonnier, que seuls son âge et sa santé ont retenu loin du Congrès. (Approbations.)

"M. Bajer exprime le même avis. Il est sûr que l'argent ne manquera pas.

"M. Passy s'oppose à l'amendement Lorini ...

"On demande la clôture.

"M. De Lassasie s'y oppose. (Rumeurs.)

"Le Président met aux voix la clôture, qui est approuvée." 2)

Il met ensuite aux voix les conclusions du rapporteur, qui sont approuvées à l'unanimité telles qu'elles ont été formulées. (On applaudit.)

M. W. R. Cremer proteste, parce que le Président n'a pas fait de contre-épreuve. Mais le Président dit que selon l'usage parlementaire italien, qui est applicable au sein du Congrès, on aurait dû demander la contre-épreuve de suite. Le Président en a fourni l'occasion, mais personne n'en a profité. La résolution est donc formellement adoptée.

Le Président annonce que dans la séance de l'après-midi du lendemain on procédera à l'élection au scrutin secret des cinq membres du Bureau, et la séance est levée à cinq heures. La victoire était remportée.

L'élection des membres de la Commission fut assez agitée. (Il courait un bruit dénué de tout fondement, d'après lequel M. Fr. Bajer puisait son zèle pour la création du Bureau dans l'espoir de devenir le directeur de la nouvelle institution avec de gros appointements.)

1) M. W. E. Darby s'est converti depuis lors et les amis du Bureau ont lieu de s'en réjouir. Depuis 1899, en effet, il est membre de la Commission du Bureau qui le "dirige et surveille" (selon ses Statuts du 23 août 1892).
A l'ouverture de la séance du matin du lundi 16 novembre, le Président (M. Bonghi) annonça le résultat de la votation pour l'élection des membres du Bureau permanent international. Étaient élus :

- M. Hodgson Pratt . . . . par 92 voix ;
- M. Elie Ducommun . . . . 80
- M. Angelo Massoloni . . . . 79
- M. Frédéric Bajer . . . . 75
- M. Alfred Love . . . . 69 voix .".

M. Love, président de l'Universal Peace Union (Philadelphie), n'assistait pas au Congrès. Les quatre autres membres se réunirent le même soir à huit heures et demie chez M. H. Pratt dans sa chambre (n° 23) à l'Hôtel Quirinal, pour constituer la Commission.

M. Elie Ducommun en fut élu secrétaire et M. Frédéric Bajer président. Le secrétaire se chargea de faire l'Esquisse d'un appel au public, etc., etc.

De retour à Copenhague, M. Fr. Bajer reçut une carte postale du 3 décembre 1891 de Mlle Julie Toussaint, une des plus fidèles amies de Charles Lemonnier :

"Notre cher et grand ami, M. Gh. Lemonnier, a rendu le dernier soupir ce matin. Il s'est éteint sans souffrances, préoccupé jusqu'au dernier moment des intérêts de sa grande œuvre. C'est une grande perte pour le parti de la paix et pour tous ceux qui ont aimé cet homme éminent et excellent. Quel exemple qu'une telle vie !"

Le premier initiateur du Bureau de la paix mourut donc le 3 décembre 1891.


Elle avait été écrite immédiatement après la réception d'une carte que Fr. Bajer avait expédiée de Rome le 14 novembre. Cette carte « me remplit de joie» — écrit Lemonnier — « oui, certes, cher ami, votre présence à Rome était nécessaire ... j'espère que cette création organique : un bureau central et inter-
<table>
<thead>
<tr>
<th>Noms de personnes.</th>
<th>Pages</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>*Arnaud, Emile</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Arnaudon, G.</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Bajer, Fredrik</td>
<td>3, 4-7, 10, 12-19, 22-26</td>
</tr>
<tr>
<td>*Bajer, Matilde</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Barth, Th.</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Bellaire, Henri</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Bernardot, François</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Bing, Herm.</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Bonghi, Ruggero</td>
<td>15, 23-26</td>
</tr>
<tr>
<td>Caressa, Vincenzo</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Cremer, W. Randal</td>
<td>4, 25</td>
</tr>
<tr>
<td>*Darby, W. Evans</td>
<td>8, 25</td>
</tr>
<tr>
<td>Desmoulins, Auguste</td>
<td>8, 17</td>
</tr>
<tr>
<td>*Ducournou, Elie</td>
<td>5, 8, 9, 15, 22, 24-27</td>
</tr>
<tr>
<td>Dumas-Faucher</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Franck, Adolphe</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Frederiks, N. C.</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>Griess-Traut, Virginie</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Hansen, Octavius</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Jolissaint, Pierre</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>*La Fontaine, Henri</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Lassasie, F. de</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Laveleye, Emile de</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Lemouvier, Charles</td>
<td>1, 2, 5, 6, 9, 10, 13-15, 19, 25, 26</td>
</tr>
<tr>
<td>Lorini</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Love, Alfred H.</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Maffi, Antonio</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Marsauche, L.</td>
<td>8, 9</td>
</tr>
<tr>
<td>*Mazzoleni, Angelo</td>
<td>18, 23, 24, 26</td>
</tr>
<tr>
<td>*Moneta, E. T.</td>
<td>10, 18</td>
</tr>
<tr>
<td>Mussi, Giuseppe</td>
<td>18</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Un astérisque est mis devant les noms des personnes qui sont, ou ont été, membres de la Commission du Bureau de la Paix.